

Entreprise individuelle: la nécessité d'un vrai statut



© DR

Au moment où le législateur propose un ensemble de mesures pour moderniser l'économie, les experts-comptables se mobilisent en faveur d'un statut de l'entreprise individuelle afin que la limitation de celle-ci constitue le cadre simple et souple pour développer son activité harmonieusement, avec un maximum de sécurité. Il y a d'autres solutions qui peuvent être mises en œuvre sans recourir systématiquement à la création d'une société type EURL – société parfois “fictive” – dont la dénomination est elle-même chargée d'ambiguïté.

Le paysage juridique français repose sur la distinction entre le salariat et le non-salariat, mais les différences entre ces deux formes de travail s'estompent sur le plan économique. Il existe aussi des “formes intermédiaires d'emploi”, à mi-chemin entre le travail salarié et le travail non-salarié, parmi lesquelles on peut citer le statut du conjoint collaborateur ou le portage salarial.

Inventer un nouveau statut de l'entreprise individuelle, en levant les freins qui y sont attachés aujourd'hui, favorisera le développement de l'esprit d'entreprise éveillera dans la population française une autre idée de la relation au travail et contribuera au plein emploi.

Quels sont les inconvénients actuels de ce statut ?

Au-delà du fort besoin d'assurance que réclament les Français, le statut de l'entreprise individuelle est marqué par un sentiment de vulnérabilité, par les craintes des conséquences financières graves liées à l'échec économique et par un statut social insuffisamment sécurisé. En résumé :

- ▶ responsabilité financière illimitée en cas d'échec ;
- ▶ inexistence de la notion de fonds propres de l'entreprise qui puisse éclairer les tiers sur sa santé financière ;
- ▶ assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux charges sociales de l'intégralité des résultats, qu'ils soient prélevés ou non. Se trouve ainsi doublement pénalisé l'autofinancement qui est pourtant la principale, si ce n'est la seule, ressource de financement des investissements et du besoin en fonds de roulement des petites entreprises ;



- ▶ absence de distinction claire entre prélèvements et bénéfice, qui participe à la confusion et au manque de rigueur ;
- ▶ coût élevé des cotisations facultatives de retraite et de prévoyance, pourtant indispensables, et leur non-déductibilité des bases de cotisations sociales ;
- ▶ majoration de la base fiscale, sauf adhésion à un centre de gestion agréé, qui est vécue comme une sanction ou, au mieux, avec incompréhension ;
- ▶ risque de requalification du travail non-salarié lorsque le travailleur exécute une mission pour un seul donneur d'ouvrage, avec toutes les conséquences financières lourdes qui en résultent.

Des inconvénients compensés par certains avantages

L'entreprise individuelle amène, incontestablement, de la souplesse pour créer et pour cesser une activité. Elle s'adapte aussi très bien aux activités ponctuelles, occasionnelles ou secondaires. L'existence d'un régime de micro-entreprise est un vrai plus dans ce cas, et désormais, celui-ci se développe bien au-delà, dans une zone d'évasion fiscale et sociale et de distorsion de la concurrence, bien pire que ne le fût, en son temps, le régime du forfait.

Quelles solutions pour pallier la plupart des inconvénients ?

Bien que le législateur ait pris plusieurs mesures pour limiter les risques du chef d'entreprise individuelle, dont celle de

Sur 321 500 créations d'entreprises en 2007, la moitié sont des entreprises individuelles.

L'insaisissabilité de la résidence principale, la limitation de la responsabilité financière est la principale raison du succès de la SARL unipersonnelle, communément appelée EURL. En effet, créer une EURL est désormais d'une très grande facilité :

- ▶ formalités juridiques réduites ;
- ▶ très faible coût de constitution ;
- ▶ modèle de statut et mode opératoire détaillé en ligne ;
- ▶ pas de mise de fonds obligatoire au départ ;
- ▶ réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital initial et aux augmentations de capital ;
- ▶ siège social facilement fixé au domicile de l'entrepreneur.

Atouts de l'EURL

L'EURL permet la **protection du patrimoine personnel**. Même si un prêteur exige la caution personnelle de l'entrepreneur, la prise de risque est limitée à une dette donnée pour une période donnée. Par ailleurs, l'EURL peut opter pour l'**assujettissement à l'impôt sur les sociétés**, ce qui entraîne plusieurs avantages fiscaux :

- ▶ la réduction d'impôt sur le revenu de 25 % des apports en numéraire au capital ;
- ▶ le taux réduit de l'IS sur une fraction du bénéfice ;
- ▶ la base de l'IR et des charges sociales limitée aux prélèvements considérés comme la rémunération de l'entrepreneur ;
- ▶ l'abattement de 10 % pratiqué sur le traitement pour déterminer la base des cotisations sociales.

Le statut du conjoint est plus facile à organiser dans une société : cogérance ou seule qualité d'associé, conjoint collaborateur du gérant, salarié... tout est possible. Dans l'entreprise individuelle, le choix ne peut se faire qu'entre le salariat et le statut de conjoint collaborateur.

Notons également qu'une mesure de faveur permet aux chômeurs créateurs d'entreprise de continuer à percevoir les allocations chômage, avec néanmoins des conditions de rémunération limitée au sein de leur société. Simple à mettre en œuvre dans une EURL, la situation est plus complexe avec l'entreprise individuelle, la notion de rémunération distincte des résultats n'étant pas applicable.

Enfin, dans une société, la comptabilité fait une distinction entre les fonds de la société et ceux prélevés par l'entrepreneur. Aussi, les capitaux propres de la société ont un sens pour les tiers, lecteurs des comptes. Au contraire, dans l'entreprise individuelle, le compte dit "de l'exploitant" ne donne pas une image réelle de la situation nette de l'entreprise. Il en ressort un manque de confiance des tiers, uniquement compensé par la responsabilité illimitée qu'entraîne ce statut.

Les inconvénients majeurs de l'EURL

L'entrepreneur rédige un contrat avec lui-même appelé "statuts", qu'il dépose auprès du Centre des impôts et du greffe du tribunal de commerce, ce qui a peu de sens pour lui ; on pourrait appeler ces EURL des sociétés "fictives constituées légalement...". Et pourtant, une véritable société, personne morale, est créée ; son dirigeant doit veiller au respect du formalisme juridique sous peine de la voir déclarée réellement fictive par les tribunaux, la responsabilité personnelle de l'entrepreneur/gérant/associé étant alors engagée !

Tout changement, toute décision d'arrêt d'activité, entraînent des obligations importantes, notamment sur le plan juridique. Si

la constitution est simple, la dissolution suivie de la liquidation de la société reste lourde et constitue un frein pour ceux qui veulent adopter un statut souple et en changer rapidement. La "mise en sommeil" est aussi source de complexité. Enfin, le changement d'activité de la société comporte des conséquences fiscales défavorables.

En conclusion

Créons des sociétés lorsqu'il y a un motif économique pour le faire, un projet d'association à court ou moyen terme, le souhait d'ouvrir son capital à l'épargne de proximité, le besoin de rassembler des compétences ou des soutiens. Conservons la souplesse de la SARL unipersonnelle, mais cessons de créer des sociétés dites "EURL", dont la dénomination elle-même montre l'ambiguïté.

L'entreprise individuelle peut offrir un cadre attractif et sécurisé qui permet de se développer harmonieusement, mais à condition de distinguer et de rendre visibles les flux économiques et les flux personnels. Les tiers et l'Administration ont besoin d'une information validée et attestée pour répondre à ces demandes. C'est la mission fondamentale de la comptabilité et de ceux qui l'appliquent les experts-comptables. ■



L'Ordre des Experts-Comptables, quotidiennement au contact des petites entreprises grâce au réseau de ses 18 500 professionnels et de leurs 140 000 collaborateurs, propose des solutions et un cadre juridique adaptés. Dès le mois de septembre 2006, dans le cadre de son livre blanc présenté au congrès de Toulouse, **Quelles réformes pour quel modèle social français ?**, l'Ordre des Experts-Comptables, dans la **Proposition N° 4**, posait les bases d'une réforme en affirmant : "il faut s'orienter vers une nouvelle forme d'emploi..."

© DR

Un projet de loi sur la modernisation de l'économie, présenté au Conseil des ministres le 30 avril 2008, prévoit de créer un statut simplifié de l'entrepreneur individuel.

Doper le statut de l'entreprise individuelle

Voici 15 mesures proposées par les experts-comptables, pour que travail indépendant ne rime plus avec prise de risque non maîtrisée, pour le respect de l'équité au regard de l'impôt et des charges sociales selon des critères économiques, pour lutter contre l'évasion fiscale et sociale et apporter un minimum de sécurité à l'économie, et pour développer de véritables simplifications.

Aspects juridiques et économiques

1 Introduire la notion d'actif net professionnel, de patrimoine professionnel affecté, qui sera le seul gage des créanciers ; limiter à celui-ci la responsabilité financière résultant de l'activité indépendante, sauf cas d'extension de passif décidée par le tribunal de commerce en cas de faute manifeste. La consistance de ce patrimoine professionnel résultera de la présentation du bilan attesté par un expert-comptable, bilan d'ouverture et bilan annuel.

2 Si la mesure est optionnelle > informer les tiers de cette limitation par une **courte publication** lors de la création de l'activité dans un journal d'annonces légales et par une mention sur les documents professionnels. Dans un but de simplification, il est souhaitable que la mesure soit de droit et non sur option.

3 Informer les tiers chaque année de la consistance des capitaux propres dédiés, par le e-dépôt des comptes annuels ou seulement du bilan au greffe du tribunal de commerce et leur publication en ligne, moyennant un coût de 20 euros maximum par an, la parfaite connaissance donnée aux tiers étant le corollaire de la limitation de la responsabilité.

4 Distinguer, pour une meilleure gestion, les flux professionnels et les flux privés, les prélèvements et l'autofinancement. Les difficultés de ces entreprises viennent la plupart du temps de l'absence d'indicateurs de gestion simples et de la confusion entre dépenses privées et charges de l'entreprise, trésorerie personnelle et professionnelle, de la méconnaissance enfin du besoin en fonds de roulement.

5 Créer un nouveau statut du conjoint plus valorisant, celui de co-entrepreneur ou co-travailleur indépendant, ouvert aux conjoints ou pacsés.

6 Se défaire du **clivage BNC/BIC** qui, avec le développement de la nouvelle économie dans une ère de savoirs et de services, n'a que peu de réalité.

7 Sécuriser l'activité indépendante lorsqu'elle est exercée au profit d'un autre entrepreneur en **affirmant la présomption de travail non-salarié**. Légalement, cette présomption existe mais les tribunaux ne l'appliquent guère.

8 Assortir ce nouveau statut d'une **obligation de télédéclaration fiscale, sociale, vers les tiers, le greffe**, inventer donc un **e-statut** qui incontestablement s'inscrit dans la génération digitale.

9 Permettre l'inscription et la radiation en ligne grâce à un véritable centre de formalités virtuel en liaison avec l'ensemble des administrations, au moment où fleurissent la création par les particuliers de boutiques en ligne, véritables activités accessoires mais sans aucun statut.

Aspects fiscaux

10 Encourager, par la fiscalité, le développement des fonds propres dédiés et l'autofinancement, en créant une **réduction d'impôt sur le revenu de 25 %** pour affectation en fonds dédiés de fonds personnels lors de la création. Avec possibilité d'ouvrir cette mesure à l'épargne de proximité.

11 Taxer les seuls prélèvements personnels à l'IR, barème progressif, comme l'ensemble des contribuables.

Défiscaliser les résultats non prélevés, consacrés à l'autofinancement des investissements et du besoin en fonds de roulement, sous condition de blocage pendant cinq ans. Cette mesure va permettre aux très petites entreprises de s'inscrire dans une **dynamique de croissance**.

13 Instaurer un principe de report des déficits sur les seuls résultats mis en fonds propres dédiés.

Mesure alternative mais plus complexe :

- Taxer à 15 % les résultats non-prélevés jusqu'à 38 120 euros et à 33 1/3 % au-delà.
- Taxer à l'impôt sur le revenu, après un abattement de 40 %, les réserves ainsi constituées et prélevées ensuite.

Pour encourager la croissance de ces entreprises, renforcer le dispositif de la provision pour investissement en franchise fiscale.

Aspects sociaux

14 Soumettre aux charges sociales obligatoires et facultatives uniquement les **prélèvements personnels**, ce qui permettrait d'instaurer une **télédéclaration et un téléversement trimestriels**, avec régularisation annuelle ou dans les trente jours de la cessation pour éviter celles trop tardives. Il en serait ainsi fini de ces appels forfaitaires de début d'activité et de ces écarts d'une année à l'autre dont les effets psychologique et financier sont très importants.

15 Accepter la **déduction des charges sociales facultatives de prévoyance et de retraite de la base sociale**, selon les règles applicables en matière fiscale. ■

Ces propositions s'inscrivent dans le cadre du projet de loi sur la modernisation de l'économie, présenté au Conseil des ministres le 30 avril 2008. Le projet vise à encourager les chefs d'entreprise tout au long de leur parcours, relancer la concurrence, renforcer l'attractivité du territoire et améliorer le financement de l'économie. Il est notamment prévu de créer un statut simplifié de l'entrepreneur individuel pour ceux qui lancent leur propre affaire ou veulent développer une activité indépendante sans pour autant créer leur société.



“ Le droit de l'entreprise doit rejoindre le réalisme du droit comptable et du droit fiscal. ”

Frédéric Roussel,
Président de l'Institut notarial de l'entreprise et des sociétés et notaire à Lille

ENTRETIEN CROISÉ

Françoise Savés, Présidente du comité Création et Développement des entreprises du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables,
Frédéric Roussel, Président de l'Institut notarial de l'entreprise et des sociétés et notaire à Lille.

“ Mettre en œuvre le patrimoine d'affectation ”

Françoise Savés : *au nom du Conseil Supérieur du Notariat, vous portez, comme notre Ordre, l'idée que le statut juridique, social, fiscal des entreprises individuelles n'est plus adapté. Quelles sont vos idées sur cette question ?*

Frédéric Roussel : Permettez-moi d'abord de vous remercier chaleureusement, au nom du Président Bernard Reynis, de m'accueillir pour une tribune sur ce sujet qui touche clairement 100 % des professionnels libéraux que nous sommes, dans nos deux professions.

Vous le savez, la France voit se créer près de 250 000 entreprises chaque année, soit une progression de 20 % depuis six ans.

Les lois Dutreil, reprenant les grands principes de la loi du 11 février 1994 sur l'initiative individuelle, ont plus orienté leurs dispositions sur l'environnement de l'entreprise, les structures d'accompagnement et de financement, que sur les moyens à donner aux créateurs d'entreprises pour les convaincre de passer à l'acte.

Par ailleurs, on constate que 50 % seulement des entreprises françaises sont tenues par des travailleurs indépendants, alors que ce chiffre monte à près de 75 % chez nos voisins allemands et italiens.

C'est donc clairement en permettant au plus grand nombre de se “mettre à son compte” et d'y réussir que l'on favorisera des relais de croissance et d'emplois.

F.S. : *Et pour vous, se “mettre à son compte”, qu'est-ce que c'est ? Être en micro-entreprise par exemple ?*

F.R. : Non. En aucun cas il ne faut confondre statut fiscal et statut global, et patrimonial...

La première mesure que nous défendons depuis des années vise à distinguer clairement le patrimoine personnel (familial) du patri-

moine professionnel de l'entrepreneur individuel.

Cette clarification permettra de rassurer, d'une part le banquier (ou tel autre partenaire financier) sur la surface financière – aussi limitée soit-elle –, et la situation patrimoniale d'une entreprise et d'autre part le cercle familial.

C'est cette distinction qui doit permettre d'éviter d'additionner, le cas échéant, un échec familial à un échec entrepreneurial.

F.S. : *Vous voulez parler, en clair, de la notion de “patrimoine d'affectation”, rejeté depuis de longues années ?*

F.R. : Oui. La séparation des activités personnelle et économique reste, en France, dans un carcan idéologique incompréhensible et critiqué depuis la fin des années soixante-dix. Ce principe rigide, c'est : un homme – un patrimoine unique !

Le législateur a été jusqu'à inventer la société unipersonnelle, curiosité juridique qui n'est qu'une SARL, plus ou moins aménagée, dont la dénomination, à elle seule, démontre la contradiction interne...

F.S. : *Et sur le plan fiscal et social, que proposeriez-vous à l'entrepreneur individuel ?*

F.R. : L'IS tient compte – ou devrait tenir compte – de toutes les déductions économiques : charges, amortissements et provisions. Et il est fondé sur le principe de la proportionnalité, éventuellement réduite pour les très petites entreprises.

L'impôt progressif est, lui, accompagné depuis les lois Dutreil et les récentes LDF (loi de Finances) et LDFR (loi de Finances rectificative) d'un régime de taxation des plus-values qui est extrêmement allégé voire neutralisé dans certains cas (durée de détention des titres, retraite,...).

Les entrepreneurs indépendants se voient soumis à une fiscalité qui empêche certaines déductions pour le calcul de l'assiette de l'impôt et soumet l'intégralité des bénéfices non seulement à l'impôt progressif mais aussi aux prélèvements sociaux corrélativement plus lourds.

F.S. : *Est-il pourtant vraiment inconcevable, dès lors que la comptabilité permet la distinction, que la transparence soit admise quant aux capitaux et biens en jeu ?*

F.R. : Il suffit que l'on reconnaisse à l'activité entrepreneuriale de l'indépendant une personnalité morale distincte du statut de la société.

Cette proposition ne vaut que pour les activités professionnelles qui atteignent un niveau suffisant, pas pour la “micro-entreprise”.

Donc le chef d'entreprise indépendant pourrait conférer à son activité professionnelle la personnalité morale et opter pour la fiscalité proportionnelle avec déductions.

Soumis pour ses seuls revenus personnels à l'IR de façon classique, l'entrepreneur individuel ne paiera des charges sociales que sur son revenu net. Et il bénéficiera de tous les différés d'impôts possibles par le biais des provisions légales.

Ce changement rétablit une égalité de traitement entre les entrepreneurs quel que soit leur statut juridique, et le recours à la société serait effectivement réservé aux personnes qui mettent en commun moyens ou capitaux, ou à l'organisation d'un groupe avec ses filiales.

Le droit de l'entreprise rejoindra ainsi le réalisme du droit comptable et du droit fiscal. ■



“ Des structures tournées vers le service aux personnes, le commerce et la construction. ”

André Letowski,
responsable des études à l'Agence pour la Création d'Entreprises

par **André Letowski**, responsable des études à l'Agence pour la Création d'Entreprises

La place et les particularités de l'entreprise individuelle

Sur 321 500 créations d'entreprises en 2007⁽¹⁾, la moitié sont des entreprises individuelles. Quelle est leur place dans la création aux côtés des sociétés ? Y a-t-il des spécificités quant au profil et au dirigeant ?

1 60 000 entreprises ont été créées sous la forme juridique de l'entreprise individuelle en 2007 alors que 145 000 l'étaient sous la forme d'une SARL (dont près de 33 000 en EURL). À partir de 2002, constat a été fait d'une très forte progression du nombre de sociétés (environ + 50 %), face à une progression modeste des entreprises individuelles (+ 15 %). Étonnamment, cette tendance s'inverse au cours des quatre derniers mois connus (+ 18 % entre novembre 2007 et février 2008 pour les entreprises individuelles contre + 10 % pour les sociétés).

Profil

On y trouve plus largement des activités tournées principalement vers une clientèle de particuliers, dans les services aux personnes (santé, coiffure, esthétique, éducation), le commerce (boulangerie-pâtisserie, commerce de détail) et la construction. Ces entreprises sont peu souvent employeurs. Leurs investissements sont modestes : 64 % ont mobilisé moins de 8 000 euros lors de la création de leur entreprise.

Les chômeurs longue durée, les RMIstes, les "inactifs", les jeunes et les femmes sont les populations qui choisissent le plus cette forme (60 à 65 % de chacune de ces populations).

En nombre, ce sont les ex-employés et ouvriers, les ex-salariés et chômeurs de courte durée qui font la majorité des créations individuelles. ■

⁽¹⁾ Nouveau concept création : à partir de janvier 2007, l'Union européenne (Eurostat) a demandé à chaque État membre de comptabiliser le nombre de créations d'entreprises sous une forme unique, intégrant selon l'ancienne définition en France les créations pures et une partie des réactivations et des reprises.



Le Prêt à la création d'entreprise (PCE)

Créer une entreprise pose souvent des problèmes de financement du BFR et des investissements. Le PCE répond à cette problématique et les experts-comptables viennent d'être habilités à instruire les demandes de PCE via l'extranet d'Oseo pour le compte de leurs clients. Toute entreprise, (personne physique ou morale) en phase de création (N° siren attribué⁽¹⁾ et moins de trois ans d'activité) peut en bénéficier, avec quelques exigences cependant : employer moins de dix salariés et ne pas avoir recours à l'épargne publique ; avoir une activité autre que l'intermédiation financière, la promotion et la location immobilière ; ne pas être une entreprise agricole réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 760 000 euros HT ; et ne pas avoir encore bénéficié de concours bancaire à plus de deux ans, ni d'un prêt à la création d'entreprise. Le PCE doit être obligatoirement accompagné d'un ou plusieurs concours. Il finance, en priorité, les besoins immatériels (constitution du fonds de roulement, frais de démarrage, ...) liés au lancement de l'entreprise.

Le montant du PCE est de 2 000 à 7 000 euros, remboursable sur cinq ans.

⁽¹⁾ À l'exception des dossiers dont l'objet est l'achat d'un fonds de commerce

Pour plus de renseignements sur la procédure d'accès à l'extranet d'Oseo, contactez votre Conseil régional.

Pour plus de renseignements sur les modalités d'attribution et conditions d'éligibilité, consultez le site www.oseo.fr



**29 % des créations
nouvelles d'entreprises
sont le fait de femmes.**

par **André Letowski**, responsable des études à l'Agence pour la Création d'Entreprises

Une création d'entreprise très féminine !

29 % des créations nouvelles sont le fait de femmes (environ 92 000 en 2007).

Quelle évolution dans le temps ? Quelles caractéristiques pour qualifier ces nouvelles entreprises ? Quelles spécificités de profil ?

L'importance des femmes au sein de la création a peu bougé depuis 1985 (27 à 29 %), quoiqu'une légère tendance à la hausse se profile entre 2002 et 2006. Mais leur nombre a suivi la forte hausse des créations depuis 2002 (+ 60 % entre 2002 et 2007) ; de plus, leur profil s'est quelque peu modifié : plus de femmes issues de l'enseignement supérieur, créatrices dans les services, moins de femmes en inactivité, moins de créatrices dans le commerce de proximité.

Caractéristiques des entreprises "féminines"

Rappelons tout d'abord que les femmes sont très présentes en reprise (42 % des reprises contre 28 % des créations pures en 2006), notamment dans la reprise par héritage/donation, même si cette particularité est fort minoritaire en reprise.

Côté création, les entreprises dirigées par les femmes sont très habituellement localisées dans les services (49 %) et le commerce (39 %), se partageant entre les services aux particuliers (26 % dont santé, enseignement, activités artistiques, coiffure...) et les services aux entreprises (23 % dont les activités d'avocat). En ce qui concerne le commerce, les femmes privilégient le commerce de détail, les hôtels-café-restaurants et l'immobilier. Les hommes sont nettement moins nombreux dans ces activités (7,5 % dans les services aux particuliers contre 26 pour les femmes et 16 % dans le commerce de détail et les hôtels-café-restaurants contre 27 pour les femmes). La clientèle dominante des créatrices est celle de

particuliers (69 % contre 58 pour les hommes). Deux tendances en termes d'évolution depuis 2002 : plus de créations en société et un peu plus d'emplois salariés à trois ans.

Différences de profils

47 % des créatrices sont issues de l'enseignement supérieur (plus encore chez les jeunes femmes), un chiffre en hausse depuis 2002 (39 %) et plus élevé que celui des hommes en 2006 (34 % contre 47 pour les femmes). S'il n'y a pas de différence quant au nombre de chômeurs créateurs (43 % pour les femmes, 41 pour les hommes), les femmes préalablement "inactives" en termes d'activité professionnelle avant la création sont moins nombreuses en 2006 (16 % contre 23 en 2002). Les femmes ont aussi tendance à rattraper les hommes quant à leur expérience professionnelle : 27 % déclarent

en 2006 avoir été cadres contre 30 % pour les hommes et 16 pour les femmes en 2002.

Objectifs de création

Les femmes visent moins le développement de leur entreprise (30 % contre 39 pour les hommes). Elles ont donc moins l'intention d'embaucher la 2^e année de la création (16 % contre 27) ; elles disposent de moins de capitaux initiaux (23 % plus de 16 000 € contre 28 pour les hommes). Ceci étant, 39 % des femmes contre 41 % des hommes déclarent avoir bénéficié d'un prêt (soit bancaire au titre de l'entreprise ou à titre personnel, soit un prêt d'honneur, une avance remboursable) démentant le propos souvent tenu d'un accès difficile aux prêts. Interrogées sur leurs difficultés à obtenir un financement, 16 % des femmes confirment cette difficulté contre 18 % des hommes. ■

